

» PRESSE NATIONALE

Politique 

L'EXPRESSION
QUOTIDIENNE

MODERNISATION DE L'OUTIL DE DÉFENSE : QUAND OUATTARA MATÉRIALISE LA VISION D'HOUPHOUËT

L'effectif est estimé à environ 27 500 militaires actifs, auxquels s'ajoutent près de 5 500 personnels paramilitaires. Mais au-delà des chiffres, c'est surtout l'évolution des équipements, des capacités opérationnelles et de la formation qui illustre cette transformation. Selon les communications des FDS relayées sur les réseaux sociaux que nous avons consultées, sur le plan terrestre, l'État de Côte d'Ivoire a renforcé les moyens de mobilité et de protection des troupes. Plusieurs types de véhicules blindés et de plateformes tactiques ont ainsi été acquis. Parmi eux figurent notamment les Puma M36 (MK6-275), ainsi que des Véhicules Blindés de Transport de Troupes (VBTT) d'origine sud-africaine, dotés d'une coque en V conçue pour mieux résister aux mines et aux Engins Explosifs Improvisés (EEI). Douze exemplaires ont notamment été remis par les États-Unis aux FACI. À ces équipements s'ajoutent d'autres plateformes tactiques et des véhicules protégés contre les embuscades et les mines (MRAP), destinés notamment à sécuriser les frontières et les zones urbaines. Dans le domaine aérien, la Côte d'Ivoire entend également renforcer davantage la surveillance et la maîtrise de son espace aérien. Cette transformation n'est pas le fruit du hasard. Elle s'inscrit dans une vision de la défense nationale que le Père de la Nation, Félix Houphouët-Boigny, avait progressivement posée, et que le Président Alassane Ouattara matérialise aujourd'hui à travers la modernisation des Forces Armées de Côte d'Ivoire (FACI).

Fraternité Matin

RENTÉE SCOLAIRE 2026-2027 / LE MESSAGE DU CHEF DE L'ÉTAT AUX IVOIRIENS / ALASSANE OUATTARA : « LA RICHESSE DES NATIONS REPOSE SUR LE SAVOIR, LA CONNAISSANCE ET LES COMPÉTENCES »

A l'occasion de la rentrée scolaire 2026-2027, le Président de la République, Alassane Ouattara, a adressé un message aux élèves, aux étudiants, aux apprenants, aux enseignants et aux familles. Dans une publication sur les réseaux sociaux, il a réaffirmé l'importance de l'éducation dans le développement économique et social de la Côte d'Ivoire. « Aujourd'hui plus que jamais, la richesse des nations repose sur le savoir, la connaissance et les compétences », a-t-il souligné. Une conviction qui guide, selon lui, l'engagement de l'État à faire de l'éducation l'un des piliers du développement du pays. Pour lui, l'école ne se résume pas à la transmission des connaissances. Elle est aussi un moyen de favoriser la liberté individuelle et l'égalité des chances. Elle doit permettre à chaque jeune d'acquérir les savoirs et les compétences nécessaires pour préparer son avenir, accéder au monde du travail et faire ses propres choix. Cette vision s'inscrit dans le Plan National de Développement (PND) 2026-2030 dont le quatrième pilier est consacré au développement du capital humain, des compétences et de l'emploi.

Le PATRIOTE

DÉCÈS D'ABDOULAYE KONÉ : OUATTARA SALUE LA MÉMOIRE D'UN « GRAND SERVITEUR DE L'ÉTAT »

La Côte d'Ivoire est en deuil. Abdoulaye Koné, ancien ministre de l'Économie et des Finances, est décédé, samedi 19 septembre 2026. Une disparition qui suscite la réaction du Chef de l'État, Alassane Ouattara, qui a rendu hommage à celui qu'il présente comme un « grand serviteur de l'État », mais aussi comme un aîné et une source d'inspiration. Dans un message de condoléances rendu public le même jour, le Président de la République dit avoir appris « avec une profonde tristesse » la disparition de l'ancien

ministre. Au-delà de la fonction occupée, Alassane Ouattara retient surtout le parcours d'un homme d'expérience et de conviction, dont l'engagement a contribué au développement économique et social de la Côte d'Ivoire. Sous la présidence de Félix Houphouët-Boigny, Abdoulaye Koné avait notamment joué un rôle dans la consolidation de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA).



81E SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU : TIÉMOKO MEYLIET KONÉ REPRÉSENTE LE CHEF DE L'ÉTAT À NEW YORK

Le Vice-Président de la République, Tiémoko Meyliet Koné, a quitté Abidjan, hier, pour New York, aux États-Unis. Il représentera le Chef de l'État, Alassane Ouattara, à la 81e Session ordinaire de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU). Cette importante rencontre internationale, qui se tient du 8 septembre au 22 décembre, a pour thème : « Restaurer la confiance, accompagner les transformations : une ONU au service de tous ». Temps fort de la session, le débat général de l'Assemblée générale se déroulera du 22 au 28 septembre. Tiémoko Meyliet Koné prononcera une allocution au nom du Président Alassane Ouattara. Ce discours permettra à la Côte d'Ivoire de présenter sa vision sur les grands enjeux qui se posent à la communauté internationale, notamment en matière de gouvernance mondiale et de coopération internationale. La présence du Vice-Président de la République à New York s'inscrit dans la participation régulière de la Côte d'Ivoire aux grands rendez-vous du multilatéralisme.



81E SESSION ORDINAIRE DE L'AG DE L'ONU À NEW YORK : NIALÉ KABA PARTICIPERA AUX TRAVAUX AUX CÔTÉS DU VP MEYLIET KONÉ

La ministre d'État, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Nialé Kaba, est arrivée à New York (États-Unis d'Amérique) pour prendre part aux travaux de la 81e Assemblée générale (Ag) ordinaire de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Elle participera à ces travaux aux côtés du Vice-Président de la République de Côte d'Ivoire, Tiémoko Meyliet Koné, chef de la délégation ivoirienne pour cette mission. À son arrivée, la ministre d'État a été accueillie par l'ambassadeur de Côte d'Ivoire aux États-Unis d'Amérique, Touré Ibrahim, ainsi que par le représentant permanent de la Côte d'Ivoire auprès des Nations Unies, Moriko Tiémoko. Après cet accueil, Nialé Kaba s'est rendue à la Mission permanente de la Côte d'Ivoire auprès des Nations Unies, où elle a pris part à une réunion de travail en prélude aux différentes activités liées à la participation ivoirienne à cette 81e AG ordinaire de l'ONU. La présence de la ministre d'État, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale aux côtés du Vice-Président de la République s'inscrit dans la volonté de la Côte d'Ivoire de participer activement aux échanges consacrés aux grands enjeux internationaux.



DÉFENSE NATIONALE / EN VISITE À DJEDDAH : LE VICE-PREMIER MINISTRE TÉNÉ BIRAHIMA OUATTARA CONSOLIDE LES RELATIONS AVEC L'ARABIE SAOUDITE

La sécurisation du territoire national est au cœur de tous les déplacements du Vice-Premier Ministre, ministre de la Défense, Téné Birahima Ouattara. En visite le week-end, à Djeddah, au Royaume d'Arabie Saoudite, le Vice-Premier Ministre, ministre de la Défense, Téné Birahima Ouattara, a rencontré, le samedi 19 septembre 2026, le Général de division Ahmed bin Ali Al-Dabeis, Commandant de la zone Ouest du pays hôte. « Au-delà de nos responsabilités respectives, cette rencontre a été un moment privilégié de consolidation de nos liens tissés au fil des années », indique le Vice-Premier Ministre, ministre de la Défense. « Je lui adresse mes vœux de plein succès dans l'accomplissement de sa noble mission au service de son pays », a poursuivi Téné Birahima Ouattara. Le Vice-Premier Ministre, ministre de la Défense, Téné Birahima Ouattara, n'a cessé de renforcer la Défense nationale. Sa rencontre avec le Général de division Ahmed bin Ali Al-Dabeis, Commandant de la zone Ouest de l'Armée saoudienne, a été l'occasion, comme il l'a toujours fait sous le leadership du Président de la République, Alassane Ouattara, de consolider les relations entre la Côte d'Ivoire et l'Arabie Saoudite.

SALON DES INFRASTRUCTURES D'ABIDJAN : LE GOUVERNEMENT DÉVOILE LES OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT AUX SECTEURS PRIVÉS GUINÉEN ET IVOIRIEN

Trois ministres ivoiriens, à savoir Moussa Sanogo de l'Urbanisme, du Logement et du Cadre de vie ; Yacouba Hien Sié des Infrastructures et de l'Entretien routier ; et Djibril Ouattara de la Transition numérique et de l'Innovation technologique ont animé un panel avec leurs homologues de la Guinée, pays invité spécial de la 5e édition du Salon des Infrastructures d'Abidjan (SIA). C'était le 18 septembre au Parc des expositions d'Abidjan, dans le cadre d'un G2B, autour du thème : « Digitalisation, économie circulaire et gestion durable des ressources dans les BTP ». Ouvrant les débats, Hien Sié a rappelé qu'en dix années, soit de 2015 à 2025, l'État de la Côte d'Ivoire a investi quelque 7 500 milliards de FCFA pour le développement des infrastructures, notamment les ports, les aéroports, les routes, les chemins de fer. « Nous avons l'ambition de faire en sorte que le territoire soit vraiment maillé et équilibré », a-t-il dit. Ambition affichée dans le Plan National de Développement (PND) 2026-2030 qui doit être porté par le secteur privé. Cela, afin de consolider les acquis, de poursuivre l'expansion du réseau routier, de moderniser les aéroports, les chemins de fer et bien d'autres ouvrages structurants.

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE : LA CÔTE D'IVOIRE LANCE SA STRATÉGIE NATIONALE D'HYDROGÈNE VERT

Dans le cadre de la transition énergétique et la lutte contre les changements climatiques, la commune de Cocody a accueilli, le jeudi 17 septembre 2026, à l'initiative du ministère des Mines, du Pétrole et de l'Énergie, l'atelier de lancement des travaux d'élaboration de la « Stratégie nationale de l'hydrogène vert » de la Côte d'Ivoire. Akoussi Jacob, Conseiller technique chargé de l'énergie auprès du ministre des Mines, du Pétrole et de l'Énergie, Mamadou Sangafowa-Coulibaly, a relevé que l'objectif de l'atelier est de disposer d'une stratégie qui éclaire les décisions et donne une direction claire à l'action publique, comme à l'investissement privé. « L'hydrogène vert fait partie de ces possibilités. Pour la Côte d'Ivoire, la question est de déterminer la place qu'il pourrait occuper dans notre économie et les conditions dans lesquelles son développement présenterait un intérêt réel », a indiqué Akoussi Jacob qui, auparavant, soutenait que les transformations du secteur de l'énergie ouvrent de nouvelles perspectives au pays, et que la tenue de l'atelier invite aussi à examiner avec discernement « les solutions qui peuvent répondre à nos besoins et soutenir durablement notre développement ».

FORUM DES RADIOCOMMUNICATIONS : LE DG DE L'AIGF PRÉSENTE LES ENJEUX DE LA 2E ÉDITION

L'Agence Ivoirienne de Gestion des Fréquences Radioélectriques (AIGF) organise, du jeudi 24 au samedi 26 septembre 2026, au Parc des expositions d'Abidjan, la 2e édition du Forum des radiocommunications. La présente édition aura pour thème : « Déploiement des radioélectriques terrestres et satellitaires, et exposition aux ondes électromagnétiques : Stratégie nationale ». Elle se tiendra en marge d'Africa Space Expo, un événement initié pour promouvoir les services spatiaux sur le continent africain. Lors de la conférence de presse qu'il animée, vendredi 18 septembre au siège de l'AIGF, le directeur général, Dr Coulibaly Yacouba a présenté les enjeux qui donne tout son sens à cette deuxième édition. Il a soutenu que la Côte d'Ivoire vit une transformation numérique rapide. A preuve, a-t-il annoncé, dans quelques jours, l'État autorisera l'attribution des fréquences pour la 5G, dans le cadre du programme d'accélération digitale 2026-2028. Il a confié que ce déploiement s'accompagne d'une multiplication des stations radioélectriques, complétée par un nombre croissant de réseaux satellitaires pour connecter les zones rurales et enclavées.

ABOISSO / INCENDIE DU GRAND MARCHÉ : L'ÉTAT DÉCAISSE 15 MILLIONS DE FCFA POUR LES SINISTRÉS

La solidarité gouvernementale s'est exprimée. Plus de deux mois après l'incendie qui a ravagé une partie du grand marché d'Aboisso, l'État a volé au secours des commerçants sinistrés. Samedi 19 septembre 2026, à la salle des fêtes de la mairie d'Aboisso, une enveloppe de 15 millions de FCFA a été remise aux 54 victimes du sinistre, au nom du ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat, en présence des autorités administratives, municipales et régionales. Représentant le ministre du Commerce, de

l'Industrie et de l'Artisanat, Kalil Konaté, le directeur de cabinet, Raymond Assoa, a expliqué que cette nouvelle intervention s'inscrit dans le cadre d'une opération gouvernementale d'assistance aux commerçants sinistrés dans plusieurs localités du pays, notamment à Bondoukou et à Songon. Après avoir transmis aux victimes « le message de compassion et de solidarité du gouvernement », il a indiqué que les pertes enregistrées à la suite de l'incendie étaient estimées à 116 millions de FCFA. Dès lors, a-t-il souligné, l'aide de l'État constitue un geste de soutien destiné à permettre aux commerçants de reprendre progressivement leurs activités.



BÉOUMI : SIDI TIÉMOKO TOURÉ SOUTIENT LES PÊCHEURS ET ALERTE SUR LES RAVAGES DE L'ORPAILLAGE ILLÉGAL

L'Association des Pêcheurs et Mareyeurs du Bassin du fleuve Bandama (APM-Bandama) a tenu, samedi 19 septembre 2026 à Béoumi, sa première Assemblée générale constitutive, en présence de plusieurs acteurs de la pêche et de la commercialisation des produits halieutiques locaux. Placée sous le haut parrainage du ministre des Ressources animales et halieutiques, Sidi Tiémoko Touré, la cérémonie s'est déroulée dans un contexte marqué par la fermeture de la pêche, mesure destinée à favoriser le renouvellement des ressources halieutiques et la préservation des écosystèmes aquatiques. Sidi Tiémoko Touré a également appelé les pêcheurs à privilégier des équipements conformes à la réglementation, notamment en renonçant aux filets à mailles trop fines, assimilés à des « moustiquaires ». Tenant compte des difficultés économiques liées à la suspension des activités, le ministre a remis un appui composé de 220 sacs de riz, 61 cartons de spaghetti, 61 cartons d'huile et une enveloppe d'un million de FCFA. Le ministre a par ailleurs dénoncé les effets de l'orpaillage clandestin sur les cours d'eau. Pollution des eaux, destruction des habitats aquatiques et raréfaction de certaines espèces constituent, selon lui, des menaces pour l'avenir de la pêche continentale.



INITIATIVE AAA / AGRICULTURE CLIMATIQUE EN AFRIQUE : BERNARD KINI COMOÉ APPELLE À ACCÉLÉRER LE FINANCEMENT

La Côte d'Ivoire a réaffirmé son engagement en faveur d'une agriculture résiliente face au changement climatique, lors de la célébration des dix ans de l'Initiative AAA (Adaptation de l'Agriculture Africaine au changement climatique), tenue le mercredi 16 septembre 2026 au siège de la FAO, à Rome. Représentant la Côte d'Ivoire au segment de haut niveau consacré à la continuité du leadership des Conférences des Parties (COP), le ministre délégué chargé des Productions vivrières, Bernard Kini Comoé, a appelé à accélérer le financement de l'adaptation agricole en Afrique. Selon lui, l'enjeu n'est plus seulement d'élaborer des stratégies nationales, mais de les transformer en projets bancables capables de mobiliser des financements internationaux. La Côte d'Ivoire, qui a achevé dès 2018 son plan d'investissement pour une agriculture intelligente face au climat avec l'appui de l'Initiative AAA et de ses partenaires, dispose d'une expérience concrète avec le projet LARACI (Enhancing Sustainable Land Management and Climate-Resilient Agrifood Systems in Côte d'Ivoire).

Société 

LUTTE CONTRE LA POLLUTION DES EAUX : ASSAHORÉ KONAN JACQUES VALIDE UN PLAN D'ACTION DEPUIS BOUAKÉ

Au terme de trois jours de travaux à Bouaké, l'atelier national de validation du Plan d'actions de lutte contre la pollution des eaux s'est achevé, le samedi 19 septembre 2026, par l'adoption du document qui doit désormais servir de cadre de référence aux actions engagées dans ce domaine. Ouvert, le jeudi 17 septembre 2026, dans un réceptif hôtelier de Bouaké, l'atelier a réuni une centaine de participants issus des administrations publiques, des collectivités territoriales, des Forces de Défense et de Sécurité (FDS), du secteur privé, de la société civile, ainsi que des experts et personnes ressources. Initiée par le ministère des Eaux et forêts, à travers la Direction Générale des Ressources en Eau (DGRE), avec l'appui de partenaires techniques et financiers, notamment l'Union européenne (Ue) et l'ONG Coginta, cette rencontre a permis de consolider et de valider un plan structuré autour de six axes essentiels : l'identification des sources de pollution, la lutte contre l'exploitation minière illégale et les autres activités polluantes, la coordination des acteurs, la surveillance des ressources en eau, la sensibilisation et la formation, ainsi que la restauration écologique des sites et des berges dégradés.

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE : LE MODÈLE KOSEN JAPONAIS POUR RENFORCER LA FORMATION

Le dispositif Kosen, fondé sur un parcours intégré de 5 années accessible dès la fin du collège, a été présenté lors d'une rencontre en ligne consacrée à l'enseignement technique au Japon. Selon une note d'information, la rencontre, qui s'est tenue le 17 septembre, était composée d'une série de 3 conférences sur le modèle des Écoles Nationales de technologie (Kosen) et les pratiques pédagogiques développées au Japon. Elle a pour objectif d'identifier des approches susceptibles d'enrichir l'enseignement technique et la formation professionnelle en Côte d'Ivoire. La première session a permis de présenter le dispositif Kosen. Ce modèle privilégie les apprentissages pratiques, les travaux en laboratoire et la réalisation de projets en lien avec les besoins des entreprises et de l'industrie. Invité à prendre part à la conférence, à son cabinet, au Plateau, le ministre de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de l'Enseignement technique, Koffi N'Guessan, avait à ses côtés une délégation conduite par Gomakubo Junji, ambassadeur du Japon en Côte d'Ivoire.

STAGE D'IMMERSION 2026 : 311 JEUNES REÇOIVENT LEURS ATTESTATIONS À ADJAMÉ

L'Agence Emploi Jeunes (AEJ) d'Adjamé a remis, vendredi 18 septembre 2026, les attestations de fin de stage à plusieurs jeunes, lors d'une cérémonie organisée à la mairie. L'événement s'est déroulé en présence du député-maire Soumahoro Farikou; de responsables de l'AEJ ; d'entreprises partenaires et des familles. Au total, 311 jeunes répartis en deux cohortes ont pris part à cette édition. La première, en juillet, comptait 126 bénéficiaires, contre 185 en août. Durant leur immersion, les participants ont pu découvrir les réalités du milieu professionnel, acquérir de nouvelles expériences et se confronter aux exigences du monde du travail. La forte mobilisation enregistrée autour de cette cérémonie, avec la présence des familles, des entreprises et des autorités traditionnelles, témoigne de l'intérêt suscité par le programme. Elle vient conforter la nécessité de multiplier les passerelles entre les jeunes et le monde de l'entreprise.

KOSSANDJI / APRÈS LE CONFLIT COMMUNAUTAIRE : LE GOUVERNEMENT AUX CÔTÉS DES VICTIMES

Le gouvernement à travers Myss Belmonde Dogo, ministre de la Cohésion sociale, de la Solidarité et de la Lutte contre la pauvreté, a remis des dons en vivres et non vivres aux populations victimes du conflit communautaire survenues les 4 et 5 août 2026 à Kossandji. C'était, le vendredi 18 septembre 2026, dans la sous-préfecture de Danguira, département d'Alépé. Selon la publication, les dons remis sont constitués notamment de 150 sacs de riz de 50 kg, 50 packs d'eau, 24 cartons d'huile, 17 cartons de tomate pâte, 50 seaux, 30 cartons de savons, 10 lampes, 50 kits de serviettes hygiéniques et cinq paquets de Chypsi. Avec un appui financier d'un montant global de six millions de FCFA qui comprend une contribution de 3,5 millions de FCFA de la ministre et de 2,5 millions de FCFA du président du Conseil régional de la Mé, Patrick Achi. Le bilan établi à la suite du conflit fait état de sept pertes en vies humaines, de plusieurs blessés et d'importants dégâts matériels. « Je suis venue porter à Kossandji toute la compassion, toute la solidarité et tout le soutien du gouvernement aux populations de cette localité et, plus largement, à toute la Sous-préfecture de Danguira », a déclaré la ministre.

Sport ↻



JOURNÉE INTERNATIONALE DU SPORT UNIVERSITAIRE : LE MINISTRE ADJÉ SILAS METCH APPELLE À UNE JEUNESSE UNIVERSITAIRE PLUS SPORTIVE ET TOURNÉE VERS L'EXCELLENCE

À l'occasion du 10e anniversaire de la Journée Internationale du Sport Universitaire (IDUS 2026), célébrée le dimanche 20 septembre, le ministre des Sports, Adjé Silas Metch, a livré un message mettant en lumière à la fois le chemin parcouru et les ambitions à poursuivre. Il a salué les acquis du mouvement sportif universitaire et appelé à ouvrir une nouvelle étape dans le développement du sport en milieu étudiant en Côte d'Ivoire. Pour le ministre, cette célébration constitue un moment particulier, où se conjuguent « la mémoire d'un engagement fondateur et la promesse d'un avenir à bâtir ». Il rappelle que cette journée est née de l'initiative de la Fédération Internationale du Sport Universitaire (FISU), avant d'être consacrée par l'Unesco à la promotion du sport universitaire comme espace de rapprochement entre les jeunes, au-delà des frontières et des différences culturelles.

» A L'INTERNATIONAL

Economie ↻



CÔTE D'IVOIRE: PETROBRAS OBTIENT UN ACCORD DE PROSPECTION SUR HUIT BLOCS PÉTROLIERS

Petrobras fait son entrée en Côte d'Ivoire. Le géant pétrolier brésilien vient de décrocher un vaste programme d'exploration offshore, en signant jeudi 17 septembre huit contrats de partage de production, pour la prospection de blocs pétroliers au large du bassin ivoirien. Cette initiative s'inscrit, selon le géant brésilien, dans sa stratégie visant à reconstituer ses réserves de pétrole - et de gaz - par l'exploration de nouveaux gisements tant au Brésil qu'à l'étranger. Ces contrats portent sur huit blocs offshore, d'une superficie de plus de 34 000 km², situés à l'ouest du littoral ivoirien, une zone peu explorée. Jusqu'ici, l'activité pétrolière se concentrait au centre et à l'est du bassin. Petrobras s'engage à investir plus de 250 milliards de francs CFA - soit plus de 380 millions d'euros - pour financer, dans un premier temps, l'acquisition de données géologiques et géophysiques.

» VU SUR LE NET

Economie ↻

PORTEFEUILLE BANQUE MONDIALE: LA CÔTE D'IVOIRE VISE AU MOINS 32 % DE DÉCAISSEMENT EN 2026-2027

À l'ouverture de l'année fiscale 2026-2027 du portefeuille des projets et programmes financés ou cofinancés par la Banque mondiale, le gouvernement ivoirien a fixé à 32 % le taux minimal de décaissement attendu au 30 juin 2027, avec une ambition pouvant atteindre 40 %. Cette nouvelle cible intervient après une progression du taux de décaissement, passé de 25,1 % à 29,13 % au terme de l'exercice 2025-2026, pour plus de 500 milliards de francs CFA injectés dans l'économie nationale. Le ministère de l'Économie, des Finances et du Budget a organisé, ce jeudi 17 septembre 2026, à l'immeuble Sciam Abidjan-Plateau, la réunion de rentrée fiscale 2026-2027 du portefeuille des projets et programmes financés ou cofinancés par la Banque mondiale. Présidée par le ministre Adama Coulibaly, cette rencontre a permis de dresser le bilan de l'exercice écoulé et de définir les priorités destinées à accélérer la mise en œuvre des opérations au cours des douze prochains mois.

Société 

ÉGALITÉ DES CHANCES : LE GOUVERNEMENT FAIT DE LA FORMATION UN LEVIER D'AUTONOMISATION DES FEMMES

Donner à chaque femme la possibilité d'apprendre, de se former et de construire son avenir. C'est l'ambition portée par le Gouvernement à travers sa politique de promotion des droits des femmes, d'égalité des genres et d'égalité des chances. Pour concrétiser cette ambition, les Institutions de Formation et d'Éducation Féminine (IFEFF) constituent un dispositif destiné à offrir des possibilités de formation aux jeunes filles et aux femmes, y compris à celles qui n'ont pas pu poursuivre leur scolarité. Couture, coiffure, cuisine, pâtisserie et alphabétisation font notamment partie des apprentissages proposés, selon les formations disponibles. L'objectif est de permettre à chacune d'acquérir des compétences, de développer son savoir-faire et de disposer de nouvelles perspectives pour son autonomie. Selon le bilan du Gouvernement 2011-2025, 87 nouvelles IFEFF ont été créées entre 2011 et 2024 et 7 autres réhabilitées, étendues et équipées. Le dispositif couvre 102 communes, avec un taux de couverture nationale de 50,25 %. (Source : CICG)

DISTRIBUTION DE KITS, LISTE UNIQUE ET LOCATION DE MANUELS SCOLAIRES : LE GOUVERNEMENT SOULAGE LES FAMILLES

Année scolaire 2026-2027. Le gouvernement va distribuer plus de cinq millions de kits scolaires aux élèves afin de soulager les parents et surtout permettre aux enfants issus de familles vulnérables d'aborder cette année scolaire avec sérénité. 5 421 200 kits seront distribués cette année. L'opération a démarré depuis le 2 septembre. Au fil des ans, la distribution des kits scolaires est devenue une tradition en Côte d'Ivoire. En effet, pour l'année scolaire 2025-2026, plus de 4,3 millions de kits devaient être remis aux élèves du primaire public. Le montant de cette opération était estimé à 10 milliards de FCFA. L'opération avait été lancée par le Premier ministre Robert Beugré Mambé, le 15 septembre 2025 à Anono (Cocody). Et pour l'année 2024-2025, 4 116 957 kits scolaires ont été distribués aux élèves de l'enseignement primaire public. Pour les classes du préscolaire, du pré-primaire, de CP1 et CP2, le gouvernement avait acquis 10 156 372 manuels. Ainsi, de 2011 à 2025, ce sont près de 57 millions de kits scolaires qui ont été distribués pour un montant de 147 milliards de FCFA. La distribution des kits scolaires est une mesure importante pour faciliter la mise en œuvre de la politique de l'école obligatoire. (Source : CICG)

SIANDOU FOFANA VISE 10 MILLIONS DE VISITEURS INTERNATIONAUX PAR AN D'ICI 2030 ET ENVIRON 1 000 MILLIARDS DE FCFA D'INVESTISSEMENTS

Siandou Fofana, ministre du Tourisme et des Loisirs, a réaffirmé l'ambition du gouvernement de faire du tourisme ivoirien un véritable levier de croissance et d'influence, avec un objectif de dix (10) millions de visiteurs internationaux par an à partir de 2030 et environ 1 000 milliards de FCFA d'investissements. C'était le mardi 15 septembre 2026, lors de l'ouverture officielle de la 5e édition du Salon IFTM Top Resa (International French Travel Market – Top Resa), à Paris Expo, Porte de Versailles. Conduisant la délégation ivoirienne, Siandou Fofana avait à ses côtés S.E. Maurice Bandama, ambassadeur de Côte d'Ivoire en France. La cérémonie d'ouverture était présidée par Serge Papin, ministre français des Petites et Moyennes Entreprises (PME), du Commerce, de l'Artisanat, du Tourisme et du Pouvoir d'achat. Dans

cette dynamique, le ministre en charge du Tourisme ne cesse de déployer la stratégie « Sublime Côte d'Ivoire » afin de faire rayonner davantage le pays à l'échelle internationale, avec pour objectif d'établir un pont entre Abidjan et l'Europe et de positionner ainsi le pays dans le Top 5 des destinations africaines d'ici 2030. (Source : CICG)

» AGENCE DE PRESSE

Economie 



INCENDIE DU MARCHÉ DE BONDOUKOU : 32,5 MILLIONS DE FCFA D'APPUI GOUVERNEMENTAL AUX COMMERÇANTS SINISTRÉS

Le gouvernement ivoirien a accordé une enveloppe de 32,5 millions de FCFA aux commerçants et commerçantes sinistrés de l'incendie du grand marché de Bondoukou, survenu dans la nuit du 12 au 13 juillet 2026, a annoncé dimanche 20 septembre 2026, le ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat, Ibrahim Kalil Konaté, lors d'une cérémonie de compassion à la mairie de Bondoukou. Selon M. Konaté, cet appui s'inscrit dans la démarche de solidarité engagée par l'Etat en faveur des victimes d'incendies de marchés dans plusieurs localités du pays. Il intervient après le recensement des victimes et l'évaluation des pertes, qui ont permis d'identifier environ 779 commerçants sinistrés à Bondoukou. « Le gouvernement entend jouer sa partition dans le cadre de la réhabilitation de ce marché », a assuré le ministre, précisant que l'accompagnement financier constitue une réponse immédiate, tandis que des actions plus durables sont envisagées pour sécuriser et moderniser les espaces marchands.



Restez connectés à l'actualité du gouvernement en vous abonnant à ses réseaux sociaux officiels



Pour toute information, prière contacter le Centre d'information et de Communication Gouvernementale (CICG).
Contact : +225 27 22 22 03 90 / 07 07 09 97 51 - Email : info@cicg.gouv.ci - Site Web : www.gouv.ci

© Cette revue de presse est produite par le Centre d'Information et de Communication Gouvernementale et mise à la disposition des structures ministérielles. Elle n'exprime pas l'opinion du CICG, et ne saurait aucunement engager le Gouvernement de Côte d'Ivoire. Les surtitres et les titres sont ceux des articles de presse à l'original. Prière d'en tenir compte si vous lisez, réimprimez, copiez, archivez ou renvoyez ledit document.

L'ACTUALITÉ GOUVERNEMENTALE À PORTÉE DE CLIC ! 🖱️

Avec www.gouv.ci,
accédez à l'essentiel de la vie publique : décisions
des Conseils des ministres, démarches administratives,
actualité nationale.



Cicg



www.gouv.ci - Une information publique, officielle et fiable